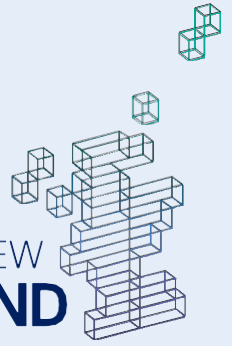


# En route vers une nouvelle Écosse : la sécurité sociale dans une Écosse indépendante

BUILDING A NEW  
**SCOTLAND**



## Résumé

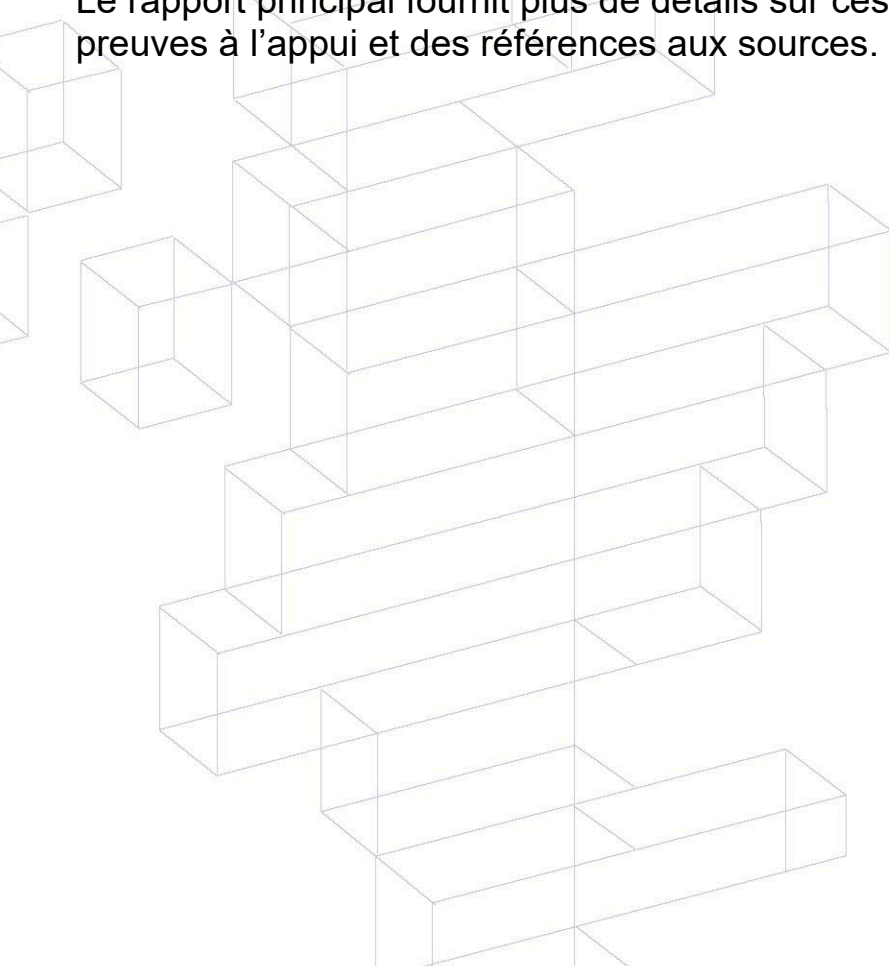
### Présentation

Ceci est un résumé des propositions du gouvernement écossais pour la sécurité sociale dans une Écosse indépendante. Le document complet :

- explique pourquoi l'approche du Royaume-Uni en matière de sécurité sociale a besoin d'une réforme urgente et indique les premiers changements que le gouvernement écossais apporterait à l'indépendance ;
- présente la vision du gouvernement écossais pour une sécurité sociale plus juste, plus digne et plus respectueuse sur le long terme, en soulignant notamment comment une nouvelle approche pourrait contribuer à une économie plus forte dans une Écosse indépendante.

Veillez noter que les propositions sur les retraites seront divulguées dans un document ultérieur de la série *En route vers une nouvelle Écosse*.

Le rapport principal fournit plus de détails sur ces propositions, une analyse des preuves à l'appui et des références aux sources.



## La sécurité sociale au Royaume-Uni

Un système de sécurité sociale solide est fondamental pour créer une société juste et égalitaire. Il doit nous protéger à toutes les étapes de notre vie, que ce soit lorsque nous fondons une famille, cherchons du travail ou partons à la retraite. Il doit aider les personnes qui s'occupent de leurs proches, celles qui ne sont pas en mesure de travailler et celles qui ont des frais supplémentaires en raison d'une maladie ou d'un handicap. Il doit réduire les dommages causés par la pauvreté et fournir un revenu permettant de bien vivre et de prospérer, et non pas seulement de survivre.

Un système de sécurité sociale solide est non seulement essentiel pour construire un pays plus juste et plus égalitaire, mais aussi pour rendre l'économie plus dynamique et productive. Enfin, la sécurité sociale est un investissement dans une société juste et prospère.

Pourtant, depuis de nombreuses années, l'aide financière apportée par la sécurité sociale au Royaume-Uni est insuffisante. Le gel des allocations, les plafonds et les limites, les conditions liées à la situation professionnelle et les sanctions ont miné la valeur de la sécurité sociale et l'efficacité du filet de sécurité.

La première publication de la série *En route vers une nouvelle Écosse* a montré que le Royaume-Uni avait des taux de pauvreté plus élevés et des allocations de chômage plus restreintes que les autres pays européens indépendants comparables à l'Écosse. En plus des politiques mentionnées ci-dessus, cela montre que le système de sécurité sociale de Westminster ne fournit pas une protection suffisante aux personnes ayant besoin d'un soutien à court ou long terme.

En effet, en novembre de cette année, le Rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté de l'ONU a accusé le gouvernement britannique de violation du droit international, en qualifiant ses prestations sociales de « très insuffisantes » :

« Si l'on tient compte du prix du logement et de l'électricité, ainsi que des niveaux d'inflation très élevés des produits alimentaires au cours des deux dernières années, il est clair que les 85 £ par semaine et par adulte ne suffisent pas à protéger la population de la pauvreté, ce qui représente une violation de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux [et culturels]. »

L'impact des décisions politiques du gouvernement britannique en matière de sécurité sociale sur le bien-être physique et mental des personnes vivant dans la pauvreté est inacceptable. C'est la raison pour laquelle, cette année, le gouvernement écossais investira 127 millions de livres sterling pour atténuer les conséquences les plus graves des politiques de sécurité sociale du gouvernement britannique. Dans un pays aussi riche que le Royaume-Uni, cela ne devrait pas être nécessaire.

Un système de sécurité sociale inadéquat peut plonger de nombreuses personnes dans la pauvreté, entraînant des coûts supplémentaires pour la société et pour le gouvernement. En revanche, un système de sécurité sociale solide et ancré dans une économie du bien-être a le potentiel de démanteler les inégalités structurelles et de réduire les dommages causés par la pauvreté. Il peut s'agir d'une façon de créer des conditions dans lesquelles nous pouvons tous prospérer, en reconnaissant que le travail rémunéré ne fonctionne pas pour tout le monde et n'est pas la seule façon de contribuer à une société unie, diversifiée et juste.

## La sécurité sociale en Écosse

La dévolution du pouvoir a déjà démontré que les gouvernements qui font des choix différents peuvent parvenir à un système plus juste et à des résultats plus positifs.

Le Scotland Act 2016 a délégué au Parlement écossais des pouvoirs limités en matière de sécurité sociale. Un système de sécurité sociale écossais distinct et avec sa propre approche a alors vu le jour.

À ce jour, quatorze allocations de sécurité sociale, dont sept sont nouvelles et propres à l'Écosse, sont en place dans le pays. Lorsque toutes les allocations auront été déployées et que les subsides auront été transférés en toute sécurité depuis le département du Travail et des Retraites (DWP) du gouvernement britannique, Social Security Scotland, notre nouvelle agence de sécurité sociale, devrait pouvoir venir en aide à environ deux millions d'adultes et d'enfants, avec environ 5,3 milliards de livres sterling de dépenses en matière d'allocations au cours de cet exercice. L'Écosse pourra ainsi générer un changement réel et efficace.

Ce gouvernement écossais a déjà adopté une approche ambitieuse en matière d'allocations.

Par exemple, cinq nouvelles aides sont désormais disponibles pour les familles à faible revenu, qui peuvent atteindre 10 000 £ avant les six ans de l'enfant et plus de 20 000 £ avant ses seize ans. Le professeur Danny Dorling, de l'université d'Oxford, a déclaré que le Scottish Child Payment avait engendré « la plus forte baisse de la pauvreté chez les enfants en Europe depuis au moins 40 ans ».

Tout aussi important, le système écossais a été construit autour d'un ensemble de principes, à savoir la dignité, l'équité et le respect. Cela est en partie dû au fait que le système écossais est développé avec l'aide des personnes qui comprennent le mieux la sécurité sociale : celles qui ont elles-mêmes demandé des aides et les organisations qui les soutiennent.

Mais malgré les progrès réalisés grâce à la dévolution, le gouvernement britannique détient toujours la majorité des pouvoirs en matière de sécurité sociale, notamment pour ce qui est des allocations versées aux personnes à faible revenu, en âge de travailler et à la retraite. Si elle disposait des pleins pouvoirs, l'Écosse pourrait en faire davantage.

## La sécurité sociale dans une Écosse indépendante

Le gouvernement écossais s'engage à protéger la sécurité sociale. Si le pays devenait indépendant, rendre le système de sécurité sociale plus adapté et plus juste serait l'une de nos priorités.

Une Écosse indépendante négocierait le transfert de toutes les responsabilités centralisées en matière de sécurité sociale. La population pourrait ainsi continuer de recevoir les aides auxquelles elle a droit à temps et dans leur intégralité.

Ce gouvernement propose d'apporter des changements complets à des aspects importants du système de sécurité sociale qui sont actuellement centralisés. Même si la mise en place d'un système de sécurité sociale à part entière prendrait du temps, des améliorations immédiates pourraient être apportées dès les premières années d'indépendance. Ce gouvernement donnerait la priorité à dix mesures clés pour **réformer le « Universal Credit » et améliorer les allocations accordées aux personnes aidantes et aux personnes handicapées, avec l'objectif d'augmenter leur montant.** Il s'agirait de :

1. **Supprimer la politique des deux enfants et sa « clause sur le viol » pour augmenter les revenus des familles et en sortir certaines de la pauvreté.** Il a été démontré que la politique des deux enfants n'a eu que très peu d'influence sur la taille des familles, mais a augmenté le nombre d'enfants de familles nombreuses vivant dans la pauvreté.
2. **Supprimer le plafond des allocations,** qui limite le montant des allocations annuelles qu'un foyer peut recevoir et qui, là encore, affecte principalement les familles avec enfants. Nous investissons déjà pour minimiser l'impact du plafond des allocations, mais l'indépendance donnerait à l'Écosse les pleins pouvoirs pour le supprimer complètement.
3. **Supprimer la « bedroom tax »,** qui limite les allocations accordées aux foyers ayant soi-disant trop de chambres. Le gouvernement écossais a utilisé ses propres ressources pour garantir, dans la mesure du possible, qu'aucun foyer écossais ne soit concerné par cette taxe. L'indépendance permettrait de supprimer la bedroom tax de la législation en matière de sécurité sociale.
4. **Remplacer les « budgeting loans » du Universal Credit par des subventions** pour aider les individus et les familles dans les premières semaines suivant la demande de la nouvelle aide. Cela permettrait de surmonter plus facilement la période d'attente de cinq semaines, tout en garantissant que le Universal Credit est versé dans son intégralité, sans les déductions ni les dettes auxquelles la population est actuellement confrontée.
5. **Mettre fin au régime actuel de sanctions sur les allocations** afin de garantir des emplois durables et de meilleurs résultats à long terme, créant ainsi une approche plus juste, digne et respectueuse de la sécurité sociale.

6. **Mettre fin à la discrimination fondée sur l'âge du Universal Credit**, en garantissant que les parents de moins de 25 ans reçoivent le même montant pour leur famille que ceux de plus de 25 ans. Le loyer et les produits alimentaires coûtent la même chose pour tout le monde, indépendamment de l'âge.
7. **En faire plus pour garantir que la population réclame l'intégralité de ses avantages.** Le gouvernement écossais s'engage déjà à promouvoir le recours aux allocations écossaises et à aider les foyers à maximiser leurs revenus. L'indépendance permettrait d'en faire plus, notamment en envisageant différemment le rôle des coachs de travail de façon à garantir que la population reçoit les conseils dont elle a besoin pour bénéficier de toutes les allocations auxquelles elle a droit.
8. **Renforcer et investir dans la couverture des frais liés à l'entrée sur le marché du travail**, notamment les coûts initiaux liés à la garde des enfants, au transport et à l'habillement. Nous transformerions également le soutien existant, notamment par le biais des coachs de travail de Job Centre Plus et d'Access to Work, afin de garantir que les services sont réactifs et répondent aux besoins des personnes qui en dépendent.
9. **Renforcer et accélérer le soutien aux personnes aidantes non rémunérées** en mettant en place une approche plus globale via un système fiscal et de sécurité sociale qui fonctionne mieux pour toutes les personnes aidantes.
10. **Interrompre et annuler les modifications apportées aux allocations centralisées d'invalidité et de maladie** apportées à la suite du Livre blanc sur la santé et le handicap du gouvernement britannique.

Des mesures préliminaires comme celles-ci pourraient commencer à soulager les foyers les plus pauvres, aider certaines personnes trouver un emploi ou à le conserver, et améliorer le soutien aux personnes aidantes non rémunérées et aux personnes handicapées. Vous trouverez plus de détails sur ces changements dans le document principal.

Les dépenses supplémentaires nécessaires pour mettre en œuvre les réformes du Universal Credit mentionnées ci-dessus en 2023-2024 sont estimées à plus de 250 millions de livres sterling. Bien que ce ne soit pas un chiffre anodin, il faut le comparer aux 24,7 milliards de livres sterling dépensées dans la sécurité sociale en Écosse par les gouvernements britannique et écossais en 2023-2024. À long terme, la réduction de la pauvreté et de la misère pourrait également faire chuter d'autres coûts supportés par l'État, comme ceux causés par les inégalités sociales de santé, ce qui est en accord avec l'approche sous-jacente du gouvernement écossais en matière d'économie du bien-être, ainsi qu'avec une approche coordonnée du gouvernement, qui se concentre sur les résultats pour rendre la population plus saine, plus heureuse et plus riche.

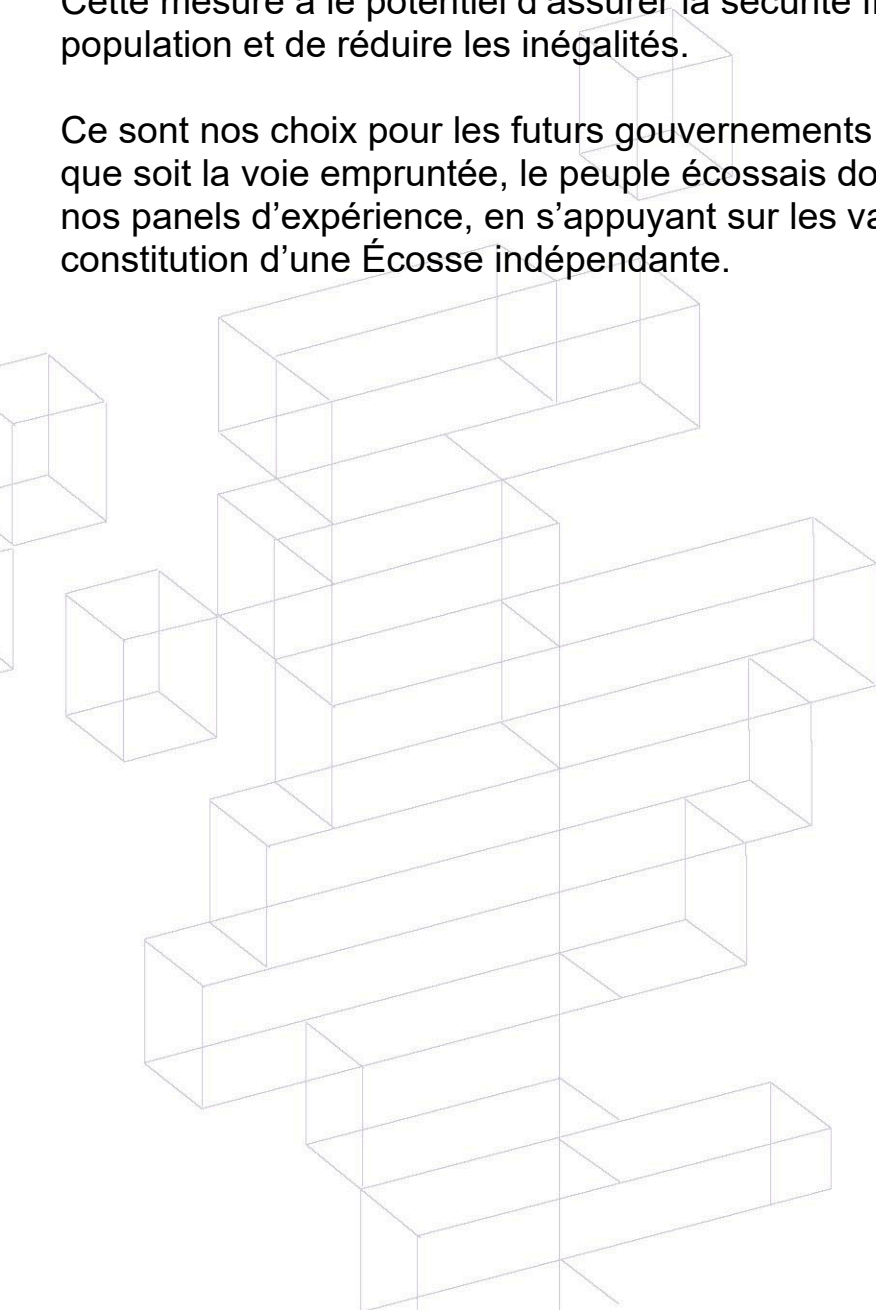
À plus long terme, **l'indépendance serait une occasion de passer à un nouveau système de sécurité sociale.** Ce nouveau système serait basé sur les principes énoncés dans le Social Security (Scotland) Act 2018. Il s'agirait d'un système dans lequel l'accès à la sécurité sociale serait un droit fondamental. Un système engagé à

respecter la dignité des individus et à réduire le taux de pauvreté en Écosse. Un système qui fournirait un soutien complet aux personnes handicapées et aux personnes aidantes, sans les limites d'un système fiscal et de sécurité sociale centralisé.

Ce système pourrait permettre de **déployer un revenu minimum garanti**. Il s'agirait d'une garantie de sécurité financière tout au long des aléas de la vie : un droit à un revenu décent, fixé à un niveau assurant une qualité de vie digne, suffisant non seulement pour subvenir aux besoins de base, mais aussi pour prospérer. Le gouvernement écossais a déjà commencé à y travailler avec le soutien d'un groupe de spécialistes et en examinant comment un revenu minimum garanti pourrait être mis en place. En 2024, ce groupe de spécialistes devrait publier un rapport final contenant des mesures préliminaires recommandées et des ambitions à plus long terme, notamment la manière dont le revenu minimum garanti devrait être fixé, à savoir en fonction des besoins et du coût de la vie, ainsi que les exigences législatives et de mise en œuvre.

Avec le temps, les gouvernements futurs pourraient s'appuyer sur cela pour mettre en place un revenu de base. Un revenu de base permettrait à tout le monde de partir sur la même ligne, sans conditions et indépendamment des autres revenus et ressources. Cette mesure a le potentiel d'assurer la sécurité financière de l'ensemble de la population et de réduire les inégalités.

Ce sont nos choix pour les futurs gouvernements d'une Écosse indépendante. Quelle que soit la voie empruntée, le peuple écossais doit continuer de façonner le système via nos panels d'expérience, en s'appuyant sur les valeurs fondamentales inscrites dans la constitution d'une Écosse indépendante.



## Conclusion

Le gouvernement écossais estime que, dans une Écosse indépendante, un nouveau système de sécurité sociale pourrait produire de bien meilleurs résultats pour tous et pour toutes. Il s'agirait d'une façon de lutter contre la pauvreté et les inégalités en traitant tout un chacun avec dignité, équité et respect quelle que soit sa situation. L'indépendance ouvrirait la voie à une Écosse plus juste, plus heureuse et plus prospère.



© Le gouvernement écossais 2023

Publié par le gouvernement écossais en décembre 2023

Produit pour le gouvernement écossais par APS Group Scotland, 21 Tennant Street,  
Édimbourg EH6 5NA PPDAS1393174 (12/2023)